

Ouvertures politiques

JULIEN WEISBEIN
SAMUEL HAYAT

2^e ÉDITION
REVUE ET AUGMENTÉE

Introduction à la SOCIOHISTOIRE des idées POLITIQUES



+ EN LIGNE



OFFERT

Test interactif

deboeck **B**
SUPÉRIEUR

Ouvertures politiques

JULIEN WEISBEIN
SAMUEL HAYAT

2^e édition
revue et augmentée

Introduction à la
SOCIOHISTOIRE
des idées
POLITIQUES

REMERCIEMENTS

Les auteurs tiennent à remercier chaleureusement pour leurs lectures avisées, critiques mais toujours constructives, Jonathan Barbier, Estelle Berthereau, Vincent Bourdeau, Déborah Cohen, Christopher Hamel, Claire Judde de Larivière et Olivia Leboyer.

Cette seconde édition a en outre bénéficié de retours fort pertinents de la part de quelques collègues : Christophe Bouillaud, Steve Hagimont et Cédric Passard.

Les nombreux-ses étudiant-e-s à Sciences Po Toulouse ou à l'Université de Lille qui ont subi les diverses versions de ce cours doivent également être salué-e-s pour leur bienveillance et surtout pour les redoutables questions souvent posées.

Pour toute information sur notre fonds et les nouveautés dans votre domaine de spécialisation, consultez notre site web : [**www.deboecksuperieur.com**](http://www.deboecksuperieur.com)

Maquette intérieure et couverture : cerise.be

Mise en page : SCM, Toulouse

© De Boeck Supérieur s.a., 2025
Rue du Bosquet, 7 – B-1348 Louvain-la-Neuve

2^e édition

Toute reproduction d'un extrait quelconque de ce livre, par quelque procédé que ce soit, et notamment par photocopie ou microfilm, est strictement interdite.

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale, Paris : janvier 2025
Bibliothèque royale de Belgique, Bruxelles : 2025/13647/008

ISSN 2030-8892
ISBN 978-2-8073-6142-3

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
1. Quelques travers de l'histoire ancienne des idées politiques	7
2. Qu'est-ce que la « nouvelle » histoire des idées politiques ?	10
3. Présentation du manuel	15
CHAPITRE 1. Des lumières aux révolutions bourgeoises : le libéralisme	21
1. La genèse d'un libéralisme subversif	22
2. L'invention de la « science nouvelle » et du marché	32
3. Être libéral, entre sociabilités et stratégies d'affirmation	36
Conclusion	41
CHAPITRE 2. La redécouverte d'une tradition antique : le républicanisme	43
1. De l'humanisme civique aux États-Unis d'Amérique : le moment machiavélien	44
2. Le républicanisme français	51
Conclusion	60
CHAPITRE 3. Le refus de la modernité politique : le conservatisme	61
1. La tradition au principe d'une théorie politique	62
2. Une idéologie qui ne résiste pas à la spécialisation du champ politique	70
Conclusion	75
CHAPITRE 4. De la subversion au conservatisme : le libéralisme à l'épreuve du pouvoir	77
1. La nébuleuse libérale en France, entre opposition et participation au pouvoir ..	79
2. Les libéraux face à la question démocratique	86
3. La question des institutions	92
Conclusion	97
CHAPITRE 5. Penser la société industrielle : le socialisme, entre utopie et science	99
1. Expérimentations théoriques : un socialisme prophétique	101
2. Expérimentations pratiques : la volonté de convaincre	107
3. Le tournant économiste du socialisme : Proudhon et Marx	111
Conclusion	119

CHAPITRE 6. Représenter et mobiliser la nation : le nationalisme	121
1. La définition de la nation, entre politique et culture	122
2. Le retournement conservateur de l'idée nationale en France	132
Conclusion	141
CHAPITRE 7. Représenter la classe ouvrière : les socialismes après Marx	143
1. Le socialisme, un mouvement international	144
2. Réforme ou révolution ?	151
3. Refuser l'état : l'anarchisme	158
Conclusion	163
CHAPITRE 8. Totaliser la nation et l'état : fascisme et national-socialisme	165
1. Le fascisme	167
2. Le national-socialisme	170
Conclusion	175
CHAPITRE 9. La soviétisation du marxisme : le communisme d'État	177
1. La question russe	178
2. Les effets nationaux contrastés de la soviétisation du marxisme	182
Conclusion	189
CHAPITRE 10. De la démocratie libérale au compromis social-démocrate	191
1. Des gouvernements représentatifs à la démocratie libérale	193
2. L'intégration du socialisme à la démocratie libérale et ses limites	200
Conclusion	207
CHAPITRE 11. La dernière idéologie ? Le néolibéralisme et ses contestations	209
1. La genèse du néolibéralisme	210
2. La diffusion internationale du néolibéralisme	215
3. Les critiques de la mondialisation néolibérale	222
Conclusion	232
CHAPITRE 12. De nouvelles problématiques pour les sociétés post-industrielles : la politisation des identités et du vivant	233
1. Politiser les identités	235
2. Penser la crise écologique	245
Conclusion	258
CONCLUSION Le débat idéologique aujourd'hui	261
1. Une étatisation moindre de la production idéologique ?	262
2. Une désidéologisation de la compétition politique ?	262
3. Une diversification et une accessibilité croissantes des idées politiques ?	264
Entraînez-vous !	266
Bibliographie sélective	267

INTRODUCTION

Idéologie : Originellement pensée, au début du XIX^e siècle, comme une « science des idées » intéressée à leur genèse dans l'esprit humain par Antoine Destutt de Tracy, l'idéologie désigne, depuis Karl Marx (*L'idéologie allemande*, 1845), un ensemble d'idées faisant système et contribuant à façonner les représentations portées par certains groupes sociaux sur la réalité, tout en leur masquant les variables réelles qui font fonctionner celle-ci. En ce sens, l'idéologie a une fonction tant de mystification que de stabilisation de l'ordre : elle permet à la classe dominante de présenter ses intérêts comme « l'intérêt de tous les membres de la société » et ses idées comme des « vérités éternelles ». Cette signification s'est néanmoins progressivement élargie au cours du XX^e siècle pour désigner tout ensemble cohérent d'idées politiques portant sur l'organisation de la société. À ce titre, elles sont devenues un objet de recherche privilégié en histoire des idées politiques.

Sommes-nous entrés dans une période de crise des **idéologies**, ces grandes théories qui expliquent l'Humain, la Société comme la Politique, souvent en mettant des majuscules à ces notions ? Le clivage gauche-droite, si pratique jusqu'à présent pour décrypter l'offre électorale (**encadré 1**), n'est-il pas désormais dépassé ? Le jeu politique n'est-il pas en voie d'ouverture et de fluidification, tant en raison de cette décrue des grandes idéologies que de l'inefficacité grandissante du pouvoir de contrôle et d'organisation de l'offre par les partis politiques ? Le parti pris de ce manuel est, au contraire, de prendre au sérieux le rôle de ce qu'on appelle les idées politiques en un sens élargi, c'est-à-dire non réductibles aux œuvres des grands auteurs et (bien moins fréquemment) des grandes autrices du passé. On peut sommairement les définir comme l'ensemble des productions cognitives relatives à l'organisation des groupes, des peuples, des sociétés et à leur destin collectif. Elles peuvent prendre des formes extrêmement diverses, parfois très élaborées (textes philosophiques, discours politiques argumentés, concepts savants, etc.), mais également parfois plus encadrées dans des activités sociales de toutes sortes, voire dans des éléments de culture commune à un groupe large (maximes morales, représentations, sensibilités, émotions, chants, slogans, mythes, récits, etc.).

Encadré I

Le clivage gauche-droite, structure de notre inconscient démocratique ?

Né de manière pratique en France en 1789 lorsque les députés nouvellement élus ont eu à se placer dans l'Assemblée constituante, le clivage gauche-droite est devenu, depuis et bien au-delà de la France, un principe majeur de classement et d'identification des hommes, femmes, organisations et enjeux politiques. Son incorporation comme principe privilégié d'organisation du champ politique est le produit d'une longue acculturation. La simplicité de la métaphore spatiale qui le fonde tout comme sa binarité autorisent une véritable topographie de l'espace de la compétition politique, assignant à chacun de ses éléments une identité et un répertoire supposément stable de valeurs, de mythes et de figures. Ce clivage a alors un rôle de simplification, abrasant la diversité des points de vue et des intérêts et permettant de la sorte des regroupements en vue de la mobilisation, de la conquête et de l'exercice du pouvoir. En tant qu'outil d'analyse, le clivage gauche-droite permet de rendre intelligibles les réalités politiques d'avant et d'ailleurs, créant un sentiment de continuité transnationale et transhistorique des luttes politiques. La recherche récente en science politique oscille entre des tentatives pour donner un contenu substantiel à cette topographie élémentaire du politique¹ et la reconnaissance de sa très forte variabilité dans l'espace et dans le temps².

Ces idées politiques se trouvent construites, mises en œuvre et articulées sous forme d'idéologies. Celles-ci fonctionnent comme des systèmes d'interprétation ou des langages qui permettent d'interpréter politiquement la réalité sociale et de produire des discours sur elle. Quelles que soient leurs origines et leurs formes, les idéologies apportent des cadres d'intelligibilité qui permettent de répondre à des questions abstraites (qu'est-ce qu'un bon gouvernement ?) comme à des questions concrètes (le gouvernement doit-il favoriser la consommation des ménages pour relancer l'économie ?). Elles guident également l'action, tant dans des situations courantes (pour qui voter à telle élection ? Faut-il se mettre en grève ou non ?) que dans des contextes extraordinaires (quel camp choisir en cas de révolution ou de guerre civile ?). Cet exercice de cartographie des enjeux et des positions que rendent possible les étiquettes idéologiques renvoie bien à l'ordinaire de la vie politique qui nécessite de classer les différents acteurs sur un axe commun, de donner des repères quant à leur vision du monde pour pouvoir les situer et de comprendre ainsi leurs attentes tout comme leurs actions. L'idéologie est ainsi, encore aujourd'hui, une grille de lecture de la politique, surtout lorsqu'elle est facilitée par des principes de structuration simples comme le clivage gauche-droite ou bien le « isme » accolé à certaines lectures stabilisées du monde social (socialisme, communisme, libéralisme, nationalisme, écologisme... sans oublier tous les croisements possibles).

Principes de classement pour l'observateur comme pour l'acteur de la vie politique, les idéologies peuvent également fonctionner comme des éléments de

1. N. Bobbio, *Droite et Gauche. Essai sur une distinction politique*, Paris, Seuil, 1996.

2. J. Le Bohec, C. Le Digol (dir.), *Gauche droite. Genèse d'un clivage politique*, Paris, PUF, 2012.

légitimation et d'enrôlement, en particulier dans les régimes démocratiques organisés par la compétition ouverte entre professionnels de la politique au sein d'un espace social spécialisé, le champ politique³. Elles proposent des clés d'explication du monde social et de ses problèmes et par là même justifient certaines solutions qui peuvent leur être apportées. Le travail de mobilisation des entrepreneurs politiques passe par la construction et la diffusion d'idéologies qui doivent apparaître suffisamment convaincantes – ou belles – pour que des individus s'identifient à elles, acceptent de se mobiliser pour elles, de voter pour ceux qui s'en font les porteurs, voire d'envisager des formes d'engagement plus radicales. Par leur force de conviction, les idées politiques ont acquis un rôle central dans les processus de politisation et de socialisation politique. Elles possèdent donc aujourd'hui un effet concret sur la genèse et la vie des groupes engagés dans la compétition politique, en particulier les partis.

Pour cette raison, la dimension idéale du politique que matérialisent les idéologies importe et appelle tout un champ de recherches que ce manuel entend présenter. L'histoire des idées politiques est une discipline ancienne, pour ne pas dire vénérable. Bien qu'elle relève d'abord de la philosophie, elle est aussi souvent présente au sein des facultés de droit public puisqu'elle constitue un enseignement incontournable dans tout cursus juridique. Désormais arraisonnée par plusieurs sciences sociales, principalement l'histoire, la sociologie et la science politique qui lui ont apporté leurs questionnements propres et leurs méthodes, cette discipline a connu des transformations majeures, d'abord à l'étranger puis, avec quelque retard, en France, qui autorisent à distinguer véritablement une *ancienne* d'une *nouvelle* histoire des idées politiques.

I. QUELQUES TRAVERS DE L'HISTOIRE ANCIENNE DES IDÉES POLITIQUES

L'histoire des idées s'est longtemps cantonnée, en particulier dans les départements de droit et de philosophie, à l'étude d'un corpus restreint de textes : les grandes œuvres, produites par de grands auteurs en nombre limité, traitant de grandes questions. Aujourd'hui encore, l'histoire des idées est souvent enseignée de la sorte, à travers une série d'auteurs bien identifiés, de l'Athènes antique à nos jours, et de thèmes supposés traverser l'histoire. Cette approche s'est d'abord trouvée mise en question, dans la première moitié du ^{xx}e siècle, par Arthur Lovejoy, fondateur du *Journal of the History of Ideas*. Il propose alors une histoire des idées pluridisciplinaire, s'intéressant à l'ensemble des productions culturelles d'une époque, pour en tirer les idées unitaires (*unit-ideas*) qui sous-tendent selon lui leur histoire. Cependant, cette démarche reste marquée par une étude principalement interne des textes et par une approche surplombante qui se trouve l'objet

3. P. Bourdieu, « La représentation politique – éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, 1981.

d'une critique radicale, à la fin des années 1960, à partir d'un des lieux les plus légitimes de production du savoir historique : le département d'histoire de l'Université de Cambridge (**encadré 2**). S'y développe en effet un nouveau courant d'histoire des idées qui se construit contre l'ensemble des manières de pratiquer jusque-là cette discipline. Dans un article à vocation de manifeste pour une approche renouvelée de l'analyse historique des idées, le jeune historien Quentin Skinner synthétise en 1969 les différents problèmes rencontrés par l'histoire traditionnelle des idées. Il en isole trois mythologies, c'est-à-dire des croyances fausses relatives aux idées politiques – il parle même d'« absurdités historiques »⁴.

Encadré 2

L'école de Cambridge

Comme pour d'autres écoles intellectuelles ramenées à un lieu (souvent la ville qui abrite l'Université dans laquelle ses fondateurs ont un jour travaillé), les historiens rassemblés au sein de l'école de Cambridge sont davantage soudés par un refus commun que par une identité de méthodes. Dans un contexte de déclin conjoint du libéralisme et du marxisme dans les milieux intellectuels anglais des années 1960, ils sont à la fois critiques d'une histoire philosophique des idées, centrée sur la seule analyse interne des œuvres, et d'une histoire sociale pour laquelle les idées seraient un simple sous-produit de l'activité sociale, sans pouvoir propre. Par-delà leurs différences, ils accordent une importance fondamentale aux idées politiques mais avancent que, pour les comprendre, il faut être attentif à leurs contextes, notamment linguistiques, de production, de circulation et de réception. L'article de 1969 de Q. Skinner est généralement considéré comme le texte inaugural de cette approche. Les autres auteurs fondateurs de cette école sont John Greville Agard Pocock, notamment pour son ouvrage de 1975 sur le moment machiavélien et pour ses nombreux écrits théoriques⁵, et John Dunn pour son livre de 1969 sur la pensée de John Locke⁶. Fondée au milieu des années 1980, la collection « *Ideas in Context* » chez Cambridge University Press publie depuis de nombreux travaux se situant dans cette filiation.

En premier lieu vient la *mythologie des doctrines*. Elle consiste à voir dans l'œuvre d'un auteur l'exposé d'une théorie portant sur un ou des thèmes que tous les autres grands auteurs passés de la pensée politique auraient également pris à bras le corps (le Contrat, la Liberté, le Pouvoir, l'État, l'Égalité, etc.). On postule ici un auteur totalement déconnecté des contingences de la vie sociale et capable de s'élever au-dessus de la société dont il procède pour embrasser ces idées, hypostasées comme des grands problèmes jugés universels et intemporels. Et c'est à partir d'elles que l'on évalue alors les œuvres théoriques. Les doctrines sont dès

4. Q. Skinner, « Signification et compréhension dans l'histoire des idées », in *Visions politiques. Volume I : sur la méthode*, Genève, Droz, 2018. Concernant la réception en France des travaux de Skinner, voir *Raisons politiques*, « Autour de Quentin Skinner », n° 93, 2024.

5. J. Pocock, *Le moment machiavélien : la pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique*, Paris, PUF, 1997.

6. J. Dunn, *La pensée politique de John Locke : une présentation historique de la thèse exposée dans les « Deux traités du gouvernement »*, Paris, PUF, 1991.

lors conçues comme des entités propres que l'on suit dans le temps. On les étudie ainsi de manière téléologique en les retraçant à partir de la fin que constitue le présent, traquant leurs anticipations, établissant leur naissance puis suivant leur développement jusqu'à aujourd'hui. L'explication des idées politiques se fait de même par d'autres idées politiques : la pensée d'un auteur s'explique par l'influence de tel autre ; ici, on confronte une à une des *grandes œuvres* qui correspondraient entre elles dans un dialogue désincarné et atemporel (Rousseau répondant à Hobbes, Marx critiquant Rousseau, Hayek réfutant Marx, etc.). L'histoire des idées politiques serait ainsi un dialogue à distance, dans le temps comme dans l'espace, entre des auteurs placés en situation d'apesanteur sociale : tout se passe comme si ces derniers ne quittaient jamais leur bibliothèque.

Deuxième travers identifié par Q. Skinner, la *mythologie de la cohérence* renvoie à l'idée d'une cohérence intrinsèque des idées politiques et des grandes œuvres, au-delà même des erreurs et approximations possibles de leurs auteurs, ou bien de leur adaptation aux contingences du moment. L'explication d'une œuvre se fait alors par la volonté souveraine de son auteur et le postulat d'une intention tant implicite qu'explicite, mais toujours constante. On retrouve ici les travers traditionnels de l'histoire des grands hommes et le risque de ce que Pierre Bourdieu appelle « l'illusion biographique », l'idée qu'une vie est un ensemble « cohérent et orienté »⁷. C'est reconduire une vision idéalisée de la production théorique qui serait conséquente en soi (un grand auteur ne saurait dévier de son idée phare) et constante dans le temps (un auteur ne pourrait pas changer de point de vue, se contredire et encore moins se renier). De même, cela conduit à limiter le texte à une seule lecture possible, celle fixée par son auteur (ou par la communauté autorisée de ceux qui le commentent), en négligeant les processus de retraduction des idées qui en accompagnent les multiples réceptions.

Enfin, la *mythologie de la prolepse*, du nom d'une figure de rhétorique où l'on répond à une objection avant qu'elle n'ait été faite, découle de l'idée qu'il y aurait des thèmes que tous les hommes se sont éternellement posés et qui seraient dès lors transposables d'une société à une autre, quels que soient le lieu et le temps. Ce dialogue rétrospectif serait en outre rendu possible par la stabilité du lexique politique, qui fait que le mot « État », par exemple, désignerait les mêmes réalités et les mêmes problèmes, au XII^e siècle comme au XX^e siècle. C'est de la sorte retrouver un problème classique en histoire, celui de l'anachronisme, consistant à évaluer les idées du passé avec les problématiques et les mots du présent. Il convient pourtant d'éviter ce travers : un auteur ayant écrit au III^e siècle ou au XVII^e siècle peut nous aider à comprendre le XXI^e siècle, mais pas sans un travail de reformulation, car il ne se posait pas les questions qui se posent à nous aujourd'hui.

7. P. Bourdieu, « L'illusion biographique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 62-63, 1986.

2. QU'EST-CE QUE LA « NOUVELLE » HISTOIRE DES IDÉES POLITIQUES ?

Contre cette ancienne lecture, érudite et éthérée, des idées politiques, ce manuel entend s'inspirer d'une série de transformations récentes qui modifient en profondeur les manières de les étudier. En effet, ce champ de recherche connaît un important renouvellement méthodologique depuis les années 1970, d'abord en Grande-Bretagne avec l'école de Cambridge, mais également en Allemagne avec l'histoire conceptuelle (*Begriffsgeschichte*) de Reinhart Koselleck ou bien en Italie avec Franco Venturi. En France, d'autres héritages intellectuels (notamment l'importance de l'école historique des *Annales* qui a plutôt insisté sur l'histoire des mentalités) ont pu freiner l'importation de ces réflexions et expliquent le fait que leur traduction et réception aient été si retardées.

2.1 Extraire les idées politiques de leur éther

Cette nouvelle histoire des idées se caractérise par le postulat selon lequel les idées ne doivent pas être étudiées en soi, mais qu'elles n'existent et n'agissent qu'au prix de médiations : par des usages sociaux, par des formes matérielles, par des logiques institutionnelles. Autre postulat, ces médiations ne sont pas neutres du point de vue du contenu des textes, mais ont sur eux une influence déterminante, au point qu'il n'est pas possible de comprendre ce qu'un auteur a voulu dire par un texte sans restituer le contexte de sa production. De ce point de vue, les idées doivent donc être constamment relativisées (rapportées à des éléments qui peuvent les expliquer) et non hypostasiées (considérées en elles-mêmes et pour elles-mêmes). En découle une volonté de normalisation méthodologique de l'étude des idées politiques, sur lesquelles il convient d'appliquer les techniques d'enquête ordinaires de l'histoire et des sciences sociales (construction raisonnée de corpus de textes, dépouillement d'archives, mais aussi analyses lexicographiques ou de réseaux, entretiens et même enquêtes ethnographiques)⁸.

Ce programme propose en somme une histoire des idées politiques qui les analyse dans leur historicité, c'est-à-dire le contexte historique précis qui leur donne sens (les événements, mais aussi les mentalités, les institutions, la façon dont les sociétés du passé étaient structurées...), et dans leur temporalité (les idées évoluent dans le temps, avec des durées plus ou moins longues). Sous le premier aspect, l'historien des idées se doit de recomposer l'univers social d'un auteur et de ses contemporains à une époque bien cernée, autant pour comprendre ce que le premier a voulu exprimer que pour saisir comment les seconds l'ont compris et reçu. Sous le second aspect, il s'agit de suivre le plus longtemps possible le cheminement des idées pour comprendre pourquoi certaines d'entre elles sont encore présentes aujourd'hui, plusieurs siècles voire millénaires après leur théorisation, là où d'autres ont été oubliées (mais peuvent tout autant réapparaître sous certaines conditions). Cette toile de fond du temps long permet également

8. M. Hauchecorne, « Faire du terrain en pensée politique », *Politix*, 100, 2012.

de croiser le devenir historique des idées avec des processus sociohistoriques de longue haleine, comme l'histoire des États en Occident et la spécialisation croissante des activités politiques. C'est à ce niveau que la nouvelle histoire des idées rencontre tout particulièrement le programme que la sociologie historique du politique s'est fixé en France (**encadré 3**), mais également le programme tracé par Michel Foucault d'une généalogie de l'État⁹.

Encadré 3

La sociohistoire du politique en France

Au cours des années 1990, des historiens et des sociologues français (ainsi que des juristes, des économistes et des politistes) ont défini une perspective de recherche sur le passé désignée comme la sociohistoire. Celle-ci procède d'abord de la discussion de l'œuvre de certains sociologues qui ont eu pour point commun d'insister sur l'importance de l'histoire pour comprendre le social (M. Weber, N. Elias, P. Bourdieu) et, sur cette base, d'une mise en commun de questionnements et de méthodes propres aux deux disciplines, entre histoire et sociologie¹⁰. Il s'agit pourtant moins d'une hybridation disciplinaire que du balisage progressif d'un programme de recherche empirique (et même d'une sorte de boîte à outils), décliné à travers de nombreux travaux, publiés notamment dans la revue *Genèses*, fondée en 1990, et dans la collection « Socio-histoires » des éditions Belin, inaugurée en 1996 par un ouvrage de son directeur et cofondateur de *Genèses*, Gérard Noiriel¹¹. Ce programme a été importé en science politique par le co-directeur de cette collection et également cofondateur de *Genèses* Michel Offerlé. En dénaturant les institutions et en montrant comment leur passé pèse sur leur fonctionnement présent, la démarche socio-historienne, appliquée aux objets politiques, parfois appelée sociologie historique du politique¹², permet notamment de considérer de manière renouvelée l'édification de l'État, le processus de spécialisation des activités politiques, la diffusion de la citoyenneté et la fabrique des politiques publiques¹³, à travers les succès tout comme les résistances que ces processus ont rencontrés depuis le XVIII^e siècle.

Finalement, le maître mot de cette approche renouvelée des idées politiques est bien celui de *contextualisation*. L'ambition est en effet de recontextualiser les idées politiques, c'est-à-dire de les replacer dans leurs différents contextes d'énonciation et de réception (qu'ils soient socioéconomiques, linguistiques et rhétoriques, politiques ou institutionnels) et ce, afin d'en comprendre tant le sens que les effets. Lorsqu'on étudie des auteurs du passé, il convient non pas de les évaluer par rapport à notre vision du présent, mais bien plutôt, selon la formule de Q. Skinner, de « voir les choses comme eux ». L'histoire des idées politiques n'est donc pas une histoire des Auteurs, mais une histoire à hauteur des auteurs et de leurs contemporains.

9. A. Skornicki, *La grande soif de l'État. Michel Foucault avec les sciences sociales*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2015.

10. G. Noiriel, *Introduction à la socio-histoire*, Paris, La Découverte, 2006.

11. G. Noiriel, *Sur la « crise » de l'histoire*, Paris, Belin, 1996.

12. Y. Déloye, *Sociologie historique du politique*, Paris, la Découverte, 2007.

13. R. Payre, G. Pollet, *Socio-histoire de l'action publique*, Paris, La Découverte, 2013.

Cependant, la variété des contextes considérés et des opérations de contextualisation qui leur correspondent ne permet pas d'unifier un courant. Nouvelle, cette histoire des idées politiques n'en est pas pour autant homogène – et il existe de fait plusieurs variantes constituées en écoles ou en courants¹⁴. Dans ce manuel, on s'appuiera sur les travaux et les méthodes de ce que l'on peut distinguer schématiquement comme les deux pôles les plus féconds de cette nouvelle approche.

2.2 Rendre raison de la performativité des idées politiques

Un premier ensemble de travaux se donne globalement pour objectif la compréhension des idées politiques et fait de l'analyse des intentions et de la situation de ceux qui les énoncent un moyen de cette compréhension, mais sans jamais réduire les idées à ces éléments de contexte. Ce poids donné aux idées révèle alors une conception du monde social qui accorde une place prééminente à sa structuration symbolique qui passe par le langage. Même s'ils récusent fortement la vieille conception de l'autonomie des idées qui auraient leur vie propre et s'ils considèrent également le poids des contextes socioéconomiques dans leur analyse, des auteurs comme Q. Skinner, M. Freeden, R. Koselleck ou, en France, Pierre Rosanvallon ou Jacques Guilhaumou entendent rappeler que le contenu d'une pensée ou d'une idéologie compte pour comprendre son rôle dans l'histoire. Parce qu'elles disent la réalité du monde et bornent le champ du pensable et du possible à son sujet, les idées ne sauraient en effet être ramenées à des productions sociales comme les autres. Pour Q. Skinner, elles sont les principaux moyens de la lutte politique, des mots (*words*) qui peuvent également agir comme des épées (*swords*) et qui assurent de la sorte l'efficacité de l'action et des discours en politique.

Il s'agit ainsi de voir d'abord les caractéristiques propres des idées politiques élaborées, les concepts abordés, leur signification sociale au moment où ils ont été définis ou bien les façons de produire le raisonnement. C'est en cela qu'elles peuvent faire système et se constituer en ensembles, les idéologies, qui transcendent les époques et les frontières. M. Freeden insiste ainsi sur la relative homogénéité des idéologies en ce qu'elles forment un agencement singulier de concepts politiques : il met ainsi en avant leur structure modulaire, avec un bloc central et des concepts périphériques. Les théories et les idéologies sont entre autres formées de concepts et Freeden compare la relation qu'entretiennent les théories et les concepts à celle qu'entretiennent le langage et les mots, c'est-à-dire

14. F. Dosse, *La marche des idées. Histoire des intellectuels, histoire intellectuelle*, Paris, La Découverte, 2003 ; J. Guilhaumou, *Discours et événement. L'histoire langagière des concepts*. Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2006 ; D. Giroux et D. Karmis (dir.), *Ceci n'est pas une idée politique. Réflexions sur les approches à l'étude des idées politiques*, Québec, Presses de l'université Laval, 2013 ; M. Angenot, *L'histoire des idées*, Liège, Presses universitaires de Liège, 2014 ; A. Skornicki, J. Tournadre, *La nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2015 ; H. Bonin et F. Dupuis-Déri, « Quelle approche pour quelle histoire des idées politiques ? », *Revue française d'histoire des idées politiques*, 49, 2019 ; C. Passard (dir.), *Les idées politiques comme faits sociaux. Terrains, méthodes d'enquête, analyses*, Neuilly sur-Seine, Atlande, 2024.

que la théorie ou l'idéologie, tout comme le langage, confère aux concepts une place et une signification dans un tout organisé¹⁵.

En second lieu, le contexte considéré par cette manière de faire de l'histoire des idées politiques est avant tout sémantique et linguistique. Il s'agit d'un pré-texte (ce qui vient avant le texte) et l'histoire des idées doit mettre en contexte historique la pensée d'un auteur de manière principalement intertextuelle : de quel outillage conceptuel ou idéologique a-t-il pu bénéficier pour orienter et formuler sa pensée ? Quel était son horizon sémantique ? Contre qui et pour qui argumente-t-il ? Q. Skinner insiste ainsi sur la nécessaire contextualisation argumentative et rhétorique d'un auteur, J. G. A. Pocock sur les langages qu'il met en

mouvement, P. Rosanvallon sur les rationalités politiques qu'il défend ou combat¹⁶. Il s'agit notamment de retracer le contexte langagier des idées et d'établir les paradigmes de l'époque, ceux dans lesquels l'auteur pense et s'exprime. Replacer un auteur dans les luttes politiques de son époque permet alors de comprendre les formes de son activité intellectuelle et les effets que celle-ci a pu entraîner. Cela amène à souligner la dimension **performative** des idées. C'est à ce prix que l'on peut en inférer une intention, et donc comprendre ce que l'auteur avait voulu non seulement dire, mais aussi *faire* en écrivant un texte. Cela revient, plus généralement, à considérer les idées comme ne relevant pas seulement du domaine de l'intellect, mais également de celui de l'action, une action qui passe par les mots.

Performativité : capacité d'un signe linguistique à réaliser lui-même ce qu'il énonce. Théorisée par J.L. Austin et résumée par la formule « quand dire, c'est faire » (« *To do things with words* »), la performativité du langage désigne le fait que celui-ci ne se limite pas à refléter le réel, mais qu'il contribue également à le produire. Parler est donc véritablement un acte, riche d'effets de réalité.

2.3 Réinsérer les idées politiques dans leur tissu social

Un second pôle, représenté en France par des sociologues comme Pierre Ansart, P. Bourdieu ou, dans la filiation de ce dernier, Gisèle Sapiro, Frédérique Matonti, François Denord ou Mathieu Hauchecorne, entend faire plus qu'une histoire des idées en contexte : une histoire sociale des idées politiques¹⁷. Il s'agit ici moins d'éclairer par leur contexte le contenu des idées que de les considérer comme des biens symboliques à restituer dans les rapports de pouvoir, les stratégies et les logiques sociales qui leur donne non seulement leur sens, mais aussi leur efficacité. Pour cela, il s'agit d'étudier les œuvres à travers les auteurs qui les produisent, les groupes particuliers et plus ou moins grands qui les reçoivent (des

15. M. Freedman, *Ideology : A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

16. P. Rosanvallon, *Pour une histoire conceptuelle du politique*, Paris, Seuil, 2003.

17. C. Gaboriaux, A. Skornicki (dir.), *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2017 ; F. Matonti, « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 59-4bis, 2012 ; B. Pudel, « De l'histoire des idées politiques à l'histoire sociale des idées politiques », in A. Cohen, B. Lacroix, P. Riutort (dir.), *Les formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique, XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, PUF, 2006 ; M. Hauchecorne, F. Matonti (dir.), « Actualité de l'histoire sociale des idées politiques », *Raisons politiques*, 67, 2017.

Champs sociaux : Ce sont des microcosmes dans le macrocosme que constitue la société. Chaque champ se différencie des autres par un enjeu et une logique propre. Y circulent des capitaux, entendus comme les ressources diverses inégalement distribuées entre les groupes sociaux : les capitaux matériels (ressources financières, monétaires, foncières, immobilières, etc.); les capitaux culturels (titres scolaires ou universitaires, détention d'un talent original); les capitaux symboliques (charisme personnel, capacité à « bien parler », renommée sociale, titres familiaux, etc.). Un champ est donc un espace de lutte entre les différents agents occupant ses diverses positions; ces luttes ont pour enjeu l'appropriation d'un capital spécifique au champ (le pouvoir pour le champ politique, la postérité pour le champ littéraire, le profit pour le champ économique, etc.) ou bien la redéfinition du capital légitime dans le champ, donc des règles de fonctionnement du champ.

classes sociales, d'autres intellectuels, des hommes politiques, des militants, etc.) ainsi que les divers médiateurs qui les relient (autant des humains comme les éditeurs, les journalistes ou les critiques, que des organisations ou des choses comme certains services de l'État, des partis politiques ou des produits matériels comme des livres, des tracts ou des émissions télévisées). Et ces différentes étapes doivent être toujours rapportées à des espaces concrets d'interaction entre des individus, ce que P. Bourdieu dénomme des **champs sociaux**.

Cette histoire sociale des idées politiques présente ainsi une approche moins héroïque et sociologiquement plus réaliste des auteurs. Ceux-ci sont en effet intégrés dans un champ de production des biens symboliques qui contraint fortement leur activité (**encadré 4**). Ils y évoluent différemment en fonction de leur trajectoire biographique, des espaces sociaux qu'ils ont traversés, des ressources qu'ils y ont détenues, des stratégies qu'ils y ont déployées. Doivent donc être retracées le plus finement possible leurs diverses socialisations, primaire (laquelle pèse beaucoup puisque se forment, principalement dans la famille et par l'école, des valeurs, des façons de voir le monde et ce que P. Bourdieu dénomme des *habitus*), mais également secondaire à travers la profession et les autres réseaux de sociabilité. Le portrait social de l'auteur, ramené à celui d'autres auteurs, permet d'abord de relativiser sa spécificité (pour montrer que sa trajectoire et son œuvre ne doivent pas tant à sa volonté ou à son génie qu'à des éléments extérieurs), mais

aussi de le collectiviser (en faisant apparaître tout le personnel de second rang qui a rendu la production de ses idées possibles : éditeurs, critiques littéraires, libraires, militants, etc.).

Encadré 4

Les champs de production des biens symboliques

P. Bourdieu désigne par « champ de production des biens symboliques » l'ensemble des agents producteurs d'œuvres intellectuelles (artistes, écrivains, philosophes, peintres, etc.) en tant qu'ils sont placés dans un système relativement autonome de places, de relations et de concurrence et en tant qu'ils sont engagés dans une même compétition pour la conquête du prestige et de l'autorité¹⁸. Le bien central et spécifique de ce champ est en effet la consécration et la reconnaissance. Il faut donc connaître les règles de fonctionnement de ce champ pour comprendre une œuvre et son succès. Pour autant, il n'y a pas de relation mécanique entre une position et une prise de position. Un auteur peut en effet construire son propre

18. P. Bourdieu, *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1998.

projet créateur, contourner la rigidité d'un champ en fonction de la représentation qu'il en a et donc assurer à son œuvre une valeur en soi, indépendamment de son inscription dans le champ. Ainsi s'expliquent les « révolutions symboliques », à l'instar de celle que Manet a su créer dans la peinture¹⁹.

Sociologiser les idées ne se limite pas à établir le portrait de ces différents protagonistes : c'est également insister sur les usages qui en sont faits ainsi que sur les effets qu'elles produisent sur les façons de se représenter la réalité sociale et politique. Comme le souligne P. Bourdieu, « les idées font le réel »²⁰, c'est-à-dire qu'elles sont tant le produit que le principe producteur de la réalité. Mais dans ces usages et ces effets, le contenu des idées n'est pas premier, et l'analyste doit toujours ramener les productions intellectuelles à des considérations qui leur sont extérieures, comme la position d'un auteur dans les espaces sociaux, les conditions matérielles ou technologiques d'une société ou bien les rapports de force qui la structurent à un moment donné.

3. PRÉSENTATION DU MANUEL

Si ces deux variantes de la nouvelle histoire des idées politiques diffèrent quant à la nature du contexte par lequel les idées sont analysées (plutôt langagier pour la première, résolument social pour la seconde), elles ne se rassemblent pas moins autour de l'impératif de contextualisation. Ce manuel entend ainsi s'appuyer sur les travaux qui se réclament de ces méthodes pour proposer une sociohistoire des idées politiques, centrée sur les idéologies. Notre ambition est de suivre celles-ci de leur production à leurs réceptions.

3.1 Production, diffusions, réceptions

Comment naissent les idéologies ? Elles s'ancrent d'abord dans une multitude de productions intellectuelles aux formats variables qu'il faut prendre en considération : ouvrages doctes de philosophie, manifestes, discours publics, programmes politiques, mémoires, œuvres de fiction... Toutes les œuvres ont en effet une matérialité, inscrivant la production idéologique sur des supports scripturaux, sonores, visuels. En étudiant ces formes concrètes, sociotechniquement déterminées, qui permettent la reproduction et la circulation des idéologies à diverses échelles (livres, pamphlets, libelles, journaux, tracts électoraux, prêches, discours, émissions radiophonique ou télévisée, blogs... mais aussi peintures, frontispices ou tags), on peut voir en quoi celles-ci pèsent sur le contenu idéologique construit, orientent le raisonnement ou contraignent l'argumentation.

19. P. Bourdieu, *Manet, une révolution symbolique*, Paris, Seuil, 2013.

20. P. Bourdieu, *Sur l'État. Cours au Collège de France 1989-1992*, Paris, Raisons d'agir/Seuil, 2012, p. 566.

De même, qu'est-ce qui fait une grande « œuvre politique » et un « grand » auteur ? La question vise à éviter de ratifier dans les luttes philosophiques une histoire des vainqueurs et à passer à côté des anonymes, des oubliés (c'est-à-dire ceux qui ont eu de la notoriété au moment où ils ont publié, mais qui n'ont pas été consacrés par la postérité). Quels sont donc les processus sociaux qui naturalisent et canonisent certains auteurs et tendent à en oublier et ignorer d'autres ? Certains n'apparaissent aujourd'hui comme de grands penseurs que parce que leur pensée rencontre de façon inopinée des intérêts contemporains ou bien parce qu'ils ont pu bénéficier de relais et de disciples qui ont transmis leurs idées à travers les époques. De même, des auteurs dits mineurs ont eu parfois plus d'influence politique sur leurs contemporains que ceux qui ont passé avec succès l'épreuve de la postérité, mais qui ont connu l'état d'ignorance de leur vivant.

On le voit, la diffusion des œuvres intellectuelles qui construisent les idéologies joue un rôle central dans leur histoire. Qui sont donc ceux qui s'en font les médiateurs ou les traducteurs ? Par quels vecteurs le travail d'un auteur, d'un homme politique, d'un groupe militant est-il amené à un ou des publics ? S'ouvre alors une gamme assez vaste de relais qui, chacun, pèsent sur la façon dont les idéologies s'énoncent. Des *relais politiques* tout d'abord, qu'il s'agisse d'institutions (État, parlement), de groupes politiques (les milieux partisans constituant historiquement à la fois des producteurs comme des publics privilégiés d'idées)²¹ ou d'organisations dédiées au commentaire de la vie politique (presse, instituts de sondage, émissions spécialisées à la télévision). En effet, une doctrine politique s'inscrit dans un champ politique dont la logique propre permet d'en comprendre la diffusion (**encadré 5**). Les professionnels de la production d'idées eux-mêmes, parce qu'ils se lisent et se citent, alimentent des *relais intellectuels* qui prennent forme dans des revues savantes, des écoles théoriques ou des maisons d'édition. En leur sein se trouvent de nombreux intermédiaires dont le poids sur les œuvres est certes indirect, mais bien avéré depuis le début du ^{xx}^e siècle. Les idéologies peuvent également passer par des *relais scolaires ou universitaires* (l'Université notamment abrite un public d'étudiants ainsi qu'une communauté professionnelle d'enseignants qui servent à la fois de producteurs, mais aussi de relais aux idées politiques, d'autant que les étudiants tendent de plus en plus à se politiser au long des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles) ou par des *relais culturels* au sens large, c'est-à-dire l'ensemble des institutions sociales chargées explicitement de servir de lien entre des œuvres de pensée, savantes ou non, et un public : presse, école, Église, etc.

21. *Sociétés contemporaines*, « Théories en milieux militants », 81, 2011 ; *Politix*, « La mise en politique des idées », 126, 2019.

Encadré 5

Champ politique et idéologies

La logique fondamentale du champ politique consiste dans la conquête de positions dans l'appareil d'État²². Le bien central autour duquel se polarisent les relations entre ses agents est donc le pouvoir politique. Autour de cette structure fondamentale se dessine un espace d'interactions spécifique.

C'est d'abord un champ *sélectif* : la participation politique en ses diverses composantes (s'intéresser à la politique, voter, manifester, militer) présuppose la détention d'un certain volume de capitaux sociaux et culturels. La maîtrise du vocabulaire politique, et donc des idéologies, d'autant plus probable que l'on est socialement plus proche des groupes politiquement dominants, est constitutive du « cens caché »²³ qui éloigne du champ politique les plus démunis culturellement et économiquement.

C'est ensuite un champ *professionnalisé*, ce qui lui assure sa différenciation avec le reste de la société : avec l'avènement du régime parlementaire et l'apparition d'une concurrence pacifique et électorale entre élites pour la conquête du pouvoir, la politique devient un métier rétribué matériellement et symboliquement, passible d'un cursus spécifique et mettant en œuvre une gamme de compétences propres²⁴. Parmi celles-ci, la maîtrise idéologique est centrale, car la compétition par le pouvoir passe par la production d'une offre politique à la fois compréhensible et différenciée, proposant aux électeurs des visions du monde désirables.

C'est enfin un champ *central*, au sens où il a vocation à réguler les autres champs sociaux. En effet, l'État s'apparente à une instance dans laquelle sont mises en rapport et sont garanties toutes les logiques de classification parcourant une société²⁵. Les idéologies, en construisant des systèmes d'idées et de valeurs tendanciellement compréhensifs, c'est-à-dire complets, répondent à cette centralité du champ politique.

Enfin, les idéologies n'ont par ailleurs aucune valeur si elles ne se constituent pas un public qui les partage, condition pour qu'elles produisent des effets sur le réel. Elles participent à structurer le sens commun, les représentations d'un groupe social plus ou moins élargi et constituent donc de véritables cultures politiques, relativement pérennes dans le temps²⁶. Elles alimentent les processus de politisation comme de dépolitisation des individus²⁷. De même, elles peuvent être littéralement mises en politiques publiques puisque c'est en leur nom que sont décidés des programmes publics. Tout un courant de l'analyse de l'action publique a ainsi réhabilité le poids des idées en action dans la fabrique de la décision politique, qu'il s'agisse des différents savoirs mobilisés par l'État pour

22. D. Gaxie, *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 1994.

23. D. Gaxie, *Le cens caché*, Paris, Minuit, 1978.

24. M. Offerlé (dir.), *La profession politique, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, 1999 ; D. Dulong, *La construction du champ politique*, Rennes, PUR, 2010.

25. P. Bourdieu, *Sur l'État*, op. cit.

26. S. Bernstein (dir.), *Les cultures politiques en France*, Paris, Seuil, 1999.

27. T. Rioufreyt, « Ce que parler politique veut dire. Théories de la (dé)politisation et analyse du discours politique », *Mots*, 115, 2017.

agir sur la société²⁸ ou bien des grands principes idéologiques masqués derrière les montages administratifs les plus techniques²⁹.

Or ce troisième processus par lequel les idées agissent concrètement dans les sociétés est sans doute le plus délicat à saisir. La sociologie de la réception a en effet montré tant la variété de manières de recevoir une production intellectuelle ou artistique que le fait que ce processus est actif. Le public d'une idéologie, comme celui d'une œuvre, n'est en effet pas enfermé dans la passivité d'un simple réceptacle, il peut également la réinterpréter et lui donner un autre sens que celui visé par son producteur ou diffuseur³⁰. Cette appropriation des idées se joue à plusieurs niveaux, que cela se fasse dans l'espace social (comment un discours est reçu différemment par ses contemporains selon leur position sociale), dans l'espace géographique (comment une pensée voyage d'un pays à un autre, souvent en occultant le contexte culturel spécifique qui l'a vue naître, ce qui autorise parfois des réceptions inattendues, d'où l'importance d'une étude de la traduction et de ses limites³¹), mais également dans le temps (comment une œuvre, une idée ou un système de pensée passe l'épreuve de la postérité et devient ou non un élément structurant du débat à un moment donné). Il n'est cependant pas toujours facile de repérer précisément les publics d'une idéologie, car ceux-ci s'avèrent plus ou moins larges (allant de classes sociales, de groupes professionnels jusqu'à des groupuscules d'activistes). Les théories circulent en effet au sein d'espaces militants, structurent parfois le petit monde des intellectuels ou bien se déploient sur des territoires plus vastes et auprès de populations plus nombreuses³². Au gré des réceptions, des circulations, des traductions et des rediffusions, les concepts et les idées se font nomades³³.

3.2 L'organisation du manuel

Formellement, ce manuel adopte un plan chronologique proposant l'analyse de plusieurs grandes idéologies (libéralisme, conservatisme, socialisme, républicanisme...) du XVIII^e siècle jusqu'à aujourd'hui. Nous aurions pu remonter plus loin dans le temps, jusqu'au Moyen Âge, en élargissant le panorama des auteurs et des courants, et élargir à d'autres espaces plutôt que de se concentrer sur l'Europe, et

28. O. Ihl, M. Kaluzynski, G. Pollet (dir.), *Les sciences de gouvernement*, Paris, Economica, 2003 ; P. Laborier (dir.), *Les Sciences camérales : activités, pratiques et dispositifs publics*, Paris, PUF, 2011.

29. B. Jobert, P. Muller, *L'État en action. Politiques publiques et corporatismes*, Paris, PUF, 1987.

30. I. Charpentier (dir.), *Comment sont reçues les œuvres. Actualités des recherches en sociologie de la réception et des publics*, Paris, Creaphis éditions, 2006.

31. B. Cassin (dir.), *Vocabulaire européen des philosophies. Le dictionnaire des intraduisibles*, Paris, Seuil/Robert, 2004 ; I. Popa, *Traduire sous contraintes : littérature et communisme, 1947-1989*, Paris, CNRS, 2010.

32. P. Hamman, J.-M. Méon, B. Verrier (dir.), *Discours savants, discours militants. Mélanges des genres*, Paris, L'Harmattan, 2002.

33. O. Christin (dir.), *Dictionnaire des concepts nomades en sciences humaines*, deux tomes, Paris, Métailié, 2010 et 2016.

en particulier sur la France³⁴. Le choix de ces bornes spatiotemporelles s'explique d'abord par les compétences limitées des auteurs de ce manuel. Il doit aussi à notre volonté de fournir aux étudiants et aux étudiantes, notamment de licence, un outil en lien avec le contenu de leurs enseignements, souvent centré sur ces pays et ces périodes, et qui s'appuie avant tout sur une bibliographie francophone qui leur soit accessible. Mais sur le fond, il est aussi lié à la volonté d'articuler une histoire sociale des idées politiques à une histoire de la constitution et de l'autonomisation des champs politiques, processus qui se sont déroulés à la période contemporaine, dans des contextes nationaux déterminés. Cette histoire des idées est loin d'être la seule possible, car le travail des idées n'est l'apanage d'aucune catégorie de personnes, d'aucun temps ni d'aucune zone géographique ; mais c'est néanmoins une histoire qui prend son sens dans l'articulation avec une sociohistoire de l'État en Europe et aux États-Unis elle-même fortement marquée par des exclusions de classe, de genre et de race. Si l'on essaiera systématiquement de rendre ces exclusions visibles, le risque est toujours présent de les reconduire par les choix d'auteurs qui ont eu le privilège d'acquérir visibilité et pouvoir dans les champs politique et intellectuel du passé.

De nombreux changements sociaux et politiques fondamentaux secouent les sociétés européennes entre les ^{xviii}e et ^{xix}e siècles qui sont affectées par des révolutions de tous ordres. Celles-ci sont d'abord culturelles avec l'avènement des Lumières, politiques aussi avec les Révolutions américaine et française. Se construisent alors diverses traditions idéologiques, selon des mécanismes enchaînés dans les champs politiques et intellectuels d'alors : un ensemble de doctrines reprises ultérieurement sous l'étiquette du libéralisme (chapitre 1), la reprise d'un corpus antique autour de l'idée de République (chapitre 2), mais aussi un rejet fort de la modernité politique (chapitre 3). Ces transformations sont aussi d'ordre économique avec la révolution industrielle, entraînant une mutation dans un sens plus conservateur du libéralisme (chapitre 4) et surtout l'émergence d'une première théorisation critique de la question sociale avec le socialisme (chapitre 5). Par la suite, ces idéologies s'adaptent aux grandes transformations qui caractérisent les sociétés occidentales. C'est d'abord l'entrée des foules en politique, que consacrent l'universalisation du suffrage et l'apparition des partis politiques modernes. En changeant de taille, la communauté politique change également de nature et il convient désormais non plus seulement de la figurer, mais aussi de la représenter : cela concerne autant la nation (chapitre 6) que le mouvement ouvrier (chapitre 7). Les idéologies fascistes et nazies entendent de leur côté totaliser ces entités (chapitre 8). Par ailleurs, l'élargissement du monde et l'ouverture comme la fragmentation des sociétés occidentales, dus à l'accélération du phénomène de mondialisation dans la seconde moitié du ^{xx}e siècle, ont des effets importants sur ces familles idéologiques : une soviétisation du marxisme (chapitre 9), l'apparition d'une « démocratie libérale » qui s'accompagne de rajustements doctrinaux (chapitre 10) ou bien la rénovation du libéralisme en néolibéralisme

34. Pour aller plus loin : O. Nay, *Histoire des idées politiques. 2 500 ans de débats et controverses en Occident*, Paris, Armand Colin, 2021.

(chapitre 11). Mais d'autres transformations d'ampleur affectant les sociétés de la fin du ^{xx}^e siècle (comme la circulation accélérée des populations issues de la colonisation et le multiculturalisme qui en découle, la question de la place des femmes ou bien la prise de conscience des dégâts infligés à l'environnement puis du changement climatique) affectent la nature même du débat idéologique à travers une politisation de questions jusqu'alors laissées en dehors du périmètre de la théorie politique, comme l'inclusion des femmes ou la politisation du vivant (chapitre 12).

Orientations bibliographiques

- C. Charle, L. Jeanpierre (dir.), *La vie intellectuelle en France*, 3 tomes, Paris, Seuil, 2016.
- C. Gaboriaux, A. Skornicki (dir.), *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 2017.
- O. Nay, *Histoire des idées politiques. 2 500 ans de débats et controverses en Occident*, Paris, Armand Colin, 2021.
- C. Passard (dir.), *Les idées politiques comme faits sociaux. Terrains, méthodes d'enquête, analyses*, Neuilly-sur-Seine, Atlande, 2024.
- G. Sapiro (dir.), *L'espace intellectuel en Europe. De la formation des États-nations à la mondialisation ^{xix}^e-^{xx}^e siècle*, Paris, La Découverte, 2009.
- Q. Skinner, *Visions politiques. Volume I : sur la méthode*, Genève, Droz, 2018.
- A. Skornicki, J. Tournadre, *La nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2015.

Chapitre

DES LUMIÈRES AUX RÉVOLUTIONS BOURGEOISES : LE LIBÉRALISME

Même dans leurs formes les plus sophistiquées, les idées politiques procèdent d'un substrat composé de croyances, de préjugés et de valeurs. Les historiens des mentalités ont pu montrer le poids déterminant sur l'action des hommes de ces façons de penser, de sentir tout comme d'imaginer. Les théoriciens politiques ne sauraient donc s'extraire de ces déterminations. Pour J. G. A. Pocock, ils sont en effet prisonniers d'une langue, de stéréotypes et, plus généralement, d'un « paradigme » propre à une époque. Q. Skinner s'intéresse lui aux « conventions linguistiques », entendues comme des formes de raisonnement et d'expression par lesquelles les auteurs du passé s'expriment, mais qui doivent tout autant à une matrice sociale et intellectuelle générale.

À cet égard, le ^{xviii}e siècle peut être vu comme l'aboutissement d'un long processus, auguré avec la Renaissance, de développement d'une pensée rationnelle et de décréue des modèles philosophiques médiévaux qui combinaient jusque-là la pensée naturaliste de l'aristotélisme (l'ordre du monde est sous l'emprise de mécanismes qui échappent à l'homme) à l'eschatologie chrétienne (c'est Dieu qui, dès la Création, a façonné ces lois immuables). Se constitue en effet progressivement une vision de plus en plus positive de l'homme ainsi qu'un nouveau regard posé sur le monde naturel, jugé moins mystérieux et désormais passible d'une explication accessible à l'entendement humain. L'expression classique de « siècle des Lumières » appliquée au ^{xviii}e siècle rend bien compte d'une sortie de l'« obscurité » qu'aurait été le Moyen-Âge et qui se manifesterait brutalement par plusieurs

épisodes révolutionnaires (en Angleterre, aux États-Unis d'Amérique puis en France). Cette métaphore de l'éclairage est sans doute teintée de normativité – et cette période conserve aussi sa part d'ombre (traite négrière, épisodes climatiques dramatiques, épidémies et guerres) ; elle tend également à regrouper un peu artificiellement des courants intellectuels assez hétérogènes (empirisme, réalisme, idéalisme, scepticisme, athéisme, etc.) ; elle n'en désigne pas moins une transformation profonde des façons de concevoir la nature, l'homme, la société – et incidemment la politique¹.

C'est dans ce contexte qu'est apparu ce qui sera désigné ultérieurement comme le libéralisme. Cette idéologie est sans doute la première à s'être trouvée formulée, discutée collectivement et appropriée comme outil de lutte par de larges pans de la société. On qualifie ici en première analyse le libéralisme comme ce courant politique qui, dans le processus d'affirmation des États, se construit contre une certaine pratique absolutiste du pouvoir et ce, au nom de l'universalité des droits individuels, en particulier de l'égalité de tous (y compris des gouvernants) devant la loi. Les théoriciens (juristes, écrivains ou philosophes) que l'on peut qualifier de libéraux se caractérisent donc par la revendication de davantage de libertés, et non par l'appartenance à une école dûment attestée par un « isme » – le mot « libéral » désigne d'ailleurs pour un contemporain du XVIII^e siècle un individu généreux et le terme de « libéralisme » n'apparaîtra que bien plus tard, au début du XIX^e siècle, notamment lorsqu'il s'agira de dénommer le camp qui s'oppose aux thèses réactionnaires des nostalgiques de l'Ancien Régime. Mais si ces théories centrées autour de l'enjeu de la protection des libertés et des droits individuels doivent à un contexte qui rend non seulement pensable, mais aussi légitime, une critique des pouvoirs établis, elles sont des révélateurs tout autant que des vecteurs de transformations sociales plus larges. Entre plusieurs espaces sociaux circulent en effet des théories, des valeurs et des principes polarisés autour des libertés individuelles. Et c'est à travers deux de ces champs, le politique et l'économique, que l'on peut le mieux décrire cette première forme du libéralisme.

I. LA GENÈSE D'UN LIBÉRALISME SUBVERSIF

Le libéralisme comme idéologie apparaît d'abord contre l'absolutisme et par extension contre la société féodale, en faveur de l'égalité des individus devant la loi et d'un droit de résistance des peuples aux despotes. On peut qualifier de *libéralisme subversif* cette première forme de libéralisme qui fait de l'universalité des droits un outil de lutte contre les États absolutistes et l'arbitraire du pouvoir. Quels sont donc les concepts qui forment son langage idéologique, c'est-à-dire les idées qui seront ultérieurement rendues disponibles et discutées pour former une tradition libérale ?² Si on synthétise les « grands auteurs » des XVII^e et

1. A. Lilti, *L'héritage des Lumières. Ambivalences de la modernité*, Paris, Seuil/Gallimard/EHESS, 2019.

2. M. Freeden, *Liberalism : A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

xviii^e siècles – tout en rappelant que ceux-ci ne sont considérés comme les précurseurs du libéralisme qu'après coup (**encadrés 6 et 7**) – on peut alors isoler plusieurs arguments qui forment ensemble un véritable canon libéral entendu comme un réservoir limité de thèmes et d'auteurs dont la légitimité et la pérennité découlent des commentaires qui sont faits *a posteriori* de leurs œuvres.

Encadré 6

Locke consacré *versus* Locke concret

Une partie de l'œuvre de John Locke (1632-1704) est communément présentée comme fondatrice du libéralisme politique. En témoigneraient son combat en faveur de la liberté de conscience (*Essai sur la tolérance*, 1667), sa définition de la liberté individuelle comme droit fondamental attaché à la personne, sa conception de l'État comme limité à la seule défense des libertés fondamentales et sa critique de la pensée absolutiste défendue par R. Filmer ou T. Hobbes (*Traité sur le gouvernement civil*, publié en 1689). Une autre tradition, marxiste cette fois-ci, en fait le précurseur de l'ethos bourgeois, l'ardent défenseur de la propriété et de l'accumulation illimitée, dans un contexte de capitalisme naissant qui aurait permis à une classe d'entrepreneurs de s'enrichir.

Mais si on replace Locke dans son époque, comme le fait J. Dunn lorsqu'il reconstruit les contextes politiques et linguistiques dans lesquels le philosophe britannique a pensé, le tableau est plus nuancé³. Certes, le *Second Traité*, publié par Locke à son retour en Angleterre avec les armées de la Glorieuse Révolution de 1688-1689, s'impose rapidement comme une justification majeure de la Révolution. Mais c'est une justification *a posteriori* et dont l'écriture, antérieure à la Révolution, répondait à un motif indissociablement politique et religieux : la crise de l'*Exclusion Bill* opposant les parlementaires *whigs* protestants aux *tories* partisans du futur Roi Jacques II, converti au catholicisme. Dunn rappelle que Locke, même s'il est au service du chef du parti *whig* en exil en Hollande, reste avant tout un fervent chrétien et met en avant l'assise proprement théologique de sa pensée politique. Celle-ci découle fortement de la morale calviniste : l'individualisme lockéen s'explique ainsi par des arguments sur l'existence de Dieu et de la vie après la mort ou bien sur l'obligation pour tout croyant d'obtenir par lui-même son salut.

Encadré 7

Montesquieu, penseur libéral ou aristocrate ?

Tout comme Locke, Charles-Louis de Secondat (1689-1755), baron de La Brède et de Montesquieu, est considéré comme un père du libéralisme politique moderne⁴. Avec son œuvre cardinale, *L'Esprit des lois* (publié en 1748 et qui lui vaut tant d'être mis à l'index que de connaître une célébrité immédiate et une

3. J. Dunn, *La pensée politique de John Locke. Une présentation historique de la thèse exposée dans les « Deux traités du gouvernement »*, Paris, PUF, 1991.

4. C. Spector, *Montesquieu : Pouvoirs, richesses et sociétés*, Paris, Hermann, 2011 ; B. Manin, *Montesquieu*, Paris, Hermann, 2024.

importante diffusion⁵), ce magistrat bordelais élabore en effet une méthode de limitation interne et d'équilibration du pouvoir de l'État. Apologue des institutions anglaises issues de la Glorieuse Révolution qu'il a découvertes dix-sept ans avant d'écrire son *magnum opus*, il plaide la séparation des pouvoirs, le régime représentatif, la liberté de conscience, la tolérance et le pluralisme.

Pourtant, la postérité libérale de Montesquieu a pu susciter quelques commentaires critiques. En 1959, Louis Althusser en fait plutôt un simple « opposant de droite à la monarchie absolue », davantage préoccupé par le maintien des privilèges aristocratiques que par la promotion de la liberté ou la nécessité d'un gouvernement stable et modéré⁶. Plus récemment, Jean Goldzink a souligné qu'en extrayant Montesquieu de sa postérité libérale (il parle à ce sujet de « blanchiment d'idées ») et en replaçant son œuvre en relation avec celles de son temps (notamment les pensées contractualistes du droit naturel auxquelles il s'oppose, principalement celle de Locke), on peut alors voir un théoricien aux antipodes de l'universalisme abstrait qu'implique le jusnaturalisme et qu'a repris la doxa libérale⁷. Il n'en demeure pas moins que *L'Esprit des Lois* est un des ouvrages les plus lus et discutés par les libéraux des XVIII^e et XIX^e siècles, comme en témoigne par exemple le *Commentaire* qu'en écrit en 1817 Antoine Destutt de Tracy à destination de Thomas Jefferson et qui devient un texte de référence pour les libéraux français.

1.1 L'opposition à l'absolutisme

Le libéralisme se construit avant tout en opposition à un ensemble d'idées liées aux transformations des monarchies européennes. Héritant d'un long processus de concentration des pouvoirs et d'une bureaucratie importante, objet également d'un travail de théorisation (**encadré 8**), l'État monarchique est en effet devenu absolu en Espagne comme en Angleterre au XVI^e siècle, en France et dans l'Europe centrale au XVII^e siècle. Il s'appuie sur une doctrine, l'absolutisme, qui en justifie la magnificence, la puissance et la permanence, notamment par sa capacité à réguler les troubles civils et à pacifier des sociétés traumatisées par l'enchaînement des conflits des siècles précédents (guerres de religion, conflits internationaux). Pour Thomas Hobbes (1588-1679), un des premiers théoriciens de l'absolutisme, écrivant pour s'opposer à la première révolution anglaise commencée en 1649, la volonté de survie des hommes, qui les amène dans l'état de nature à se livrer une guerre permanente, justifie l'institution d'un Léviathan, ce monstre marin biblique qui sert à désigner métaphoriquement un État monopolisant l'exercice de la violence. S'affirme l'idée que seul un État fort peut, en outre, échapper au processus de décomposition qui a affecté les Empires, et en premier lieu celui de Rome qui constitue le miroir principal par lequel les phénomènes de gouvernement sont alors pensés. Dans un registre plus religieux, l'ecclésiaste Jacques Bénigne Bossuet (1627-1704) voit dans la monarchie une institution centrale car découlant de Dieu, conforme à l'ordre naturel et seule capable de

5. De nombreuses éditions pirates voient le jour l'année même de sa publication. Une vingtaine de rééditions suivront, en France comme à l'étranger, avant la seconde édition revue et corrigée par Montesquieu en 1757. Par ailleurs, ses idées infusent dans de nombreuses notices de *L'Encyclopédie*.

6. L. Althusser, *Montesquieu, la politique et l'histoire*, Paris, PUF, 1959.

7. J. Goldzink, *La solitude de Montesquieu. Le chef-d'œuvre introuvable du libéralisme*, Paris, Fayard, 2011.

détourner l'homme du péché de division. Cependant, si l'absolutisme a ses auteurs, il ne s'agit pas alors d'une idéologie véritablement mobilisatrice : elle accompagne et justifie le développement de l'État, mais ne donne pas lieu à une récupération collective. Toutefois, elle déclenche une réaction libérale qui, commençant comme un courant de pensée aux contours flous, s'affirme rapidement comme un outil de mobilisation.

Encadré 8

L'État, une question théorique ancienne

La lente gestation des États entre les ^{xiii}^e et ^{xvii}^e siècles a eu des effets sur la façon dont cette nouvelle réalité politique a été pensée. Q. Skinner montre comment une véritable problématique de l'État a émergé, tant à travers les écrits de nombreux théoriciens que par le vocabulaire des légistes — le terme latin de *status* prenant de plus en plus le sens que nous reconnaissons aujourd'hui au concept d'État⁸. Si les premiers penseurs politiques avançaient l'idée que le gouvernement s'apparentait à un Souverain « défendant son état », ceux qui suivent pensent progressivement la justification d'un ordre légal supérieur qui s'impose au souverain, l'« État », et que celui-ci a pour charge de maintenir. C'est alors dans la France et l'Angleterre du ^{xvi}^e siècle, là où la forme étatique est la plus robuste avec un pouvoir centralisé, une administration établie et des frontières bien délimitées, que la problématique du gouvernement par la personne du prince est réorientée vers l'idée d'une institution plus large et pérenne, d'un appareil de pouvoir séparé et doté d'une consistance propre. Cette distinction entre le Roi et la Couronne hérite de plusieurs arguments médiévaux comme la théorie des deux corps du Roi (le corps charnel et périssable opposé au corps mystique et éternel) ou bien l'institution de la suzeraineté. Elle n'en connaît pas moins une reformulation forte autour de la notion de souveraineté. Celle-ci est apparue au ^{xii}^e siècle pour désigner, contre les prétentions du Pape et de l'Empereur à rassembler le peuple chrétien dans une seule entité, le fait que le Roi est la seule autorité habilitée à commander sur son territoire. Il faut toutefois attendre l'œuvre de Jean Bodin (1530-1596) pour que la souveraineté soit théorisée dans le sens qu'on lui donne encore, celui d'une contrainte légitime et permanente réservée à l'État et qui n'est que temporairement déléguée à ceux qui en sont à la tête.

1.2 Une vision positive de l'homme

Les idéologies politiques proposent souvent, explicitement ou non, une certaine conception de la nature humaine liée à leurs prises de position sur l'organisation de la Cité. À la base, l'homme abstrait des libéraux est un être doué de raison et il peut prétendre atteindre par lui-même le vrai. La quête du bonheur ici-bas remplace alors la quête du salut dans l'au-delà comme but ultime de toute vie. Cette présomption de rationalité, nourrie entre les ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles par plusieurs philosophes et savants (Descartes, Spinoza, Bacon, Voltaire, Hume...), rompt avec la vision pessimiste du catholicisme selon laquelle l'homme est un être de péché, corrompu par le mal originel et nécessitant d'être constamment ramené vers le droit chemin par l'autorité morale de l'Église ou celle, temporelle,

8. Q. Skinner, *Les fondements de la pensée politique moderne*, Paris, Albin Michel, 2009.

Alors que la démocratie contemporaine est fondée sur le débat d'idées, il est parfois difficile de s'y retrouver entre les différents courants : libéralisme, conservatisme, socialisme, républicanisme, communisme, fascisme, national-socialisme, etc.

Ce manuel décrit et analyse ainsi, des révolutions du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours, les soubassements sociaux, institutionnels et théoriques des idées politiques contemporaines et de leurs regroupements dans des idéologies en compétition.

Il propose une histoire des idées politiques en contexte, en les réinscrivant dans les sociétés et les grands débats de leur temps et en les resituant dans les transformations sociohistoriques plus amples de l'État et des structures sociales, économiques et techniques.

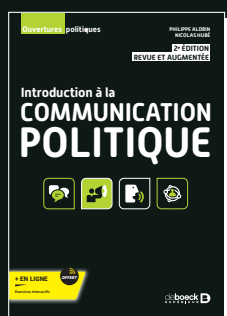
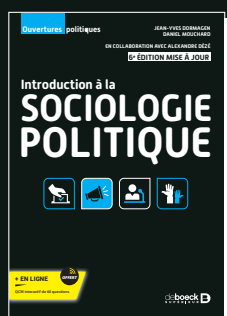
Cette nouvelle édition aborde les questions contemporaines de la politisation des identités, notamment de genre et de race, et de la crise écologique.

Pour les étudiant.e.s des 1^{er} et 2^e cycles en droit, en science politique, en histoire et en sociologie, les candidat.e.s aux Instituts d'études politiques et aux concours administratifs ainsi que les doctorant.e.s en sciences sociales.

Julien Weisbein est professeur de science politique à Sciences Po Toulouse.

Samuel Hayat est chargé de recherche CNRS en science politique à Sciences Po Paris.

Découvrez aussi :



26,90 €



De Boeck Supérieur s'engage
durablement
pour l'environnement



www.deboecksuperieur.com